



**PRÉFET  
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Unité bi-départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

**Arrêté préfectoral N° 47-2025-07-18-00001**

portant enregistrement pour l'exploitation d'une unité de méthanisation sur la commune de Moncaut  
en application de l'article L.512-7 du Code de l'environnement

de la société TERRE D'AUVIGNONS, dont le siège social est situé à Moncaut

Le Préfet de Lot-et-Garonne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** Le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**Vu** L'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 12/08/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 05/02/2020 pris en application du V de l'article L. 171-4 du Code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne ;

**Vu** Le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 514-11 du Code de l'environnement ;

**Vu** Le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 514-13 du Code de l'environnement ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** Le plan local d'urbanisme intercommunal d'Albret Communauté approuvé par délibération du 25 septembre 2024 ;

**Vu** La demande présentée en date du 13 septembre 2024 et complétée en date du 21 mars 2025 par la SAS Terre d'Auvignons (SIRET n° 94807178200015) dont le siège social est situé 2471 route de Lasdoux, Moncaut (47310), pour l'enregistrement d'une unité de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute (rubrique n° 2781-1-b de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Moncaut ;

**Vu** Le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

**Vu** L'arrêté préfectoral n°47-2025-04-23-00006 du 23 avril 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** Les observations du public recueillies entre le 16 mai 2025 et le 13 juin 2025 dates incluses ;

**Vu** L'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;

**Vu** L'avis de la mairie de Moncaut sur la proposition d'usage futur du site ;

**Vu** Le rapport du 02 juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** Les arrêtés préfectoraux n° 47-2025-04-24-00004 et n° 47-2025-06-30-00001 accordant délégation de signature à M. Cédric BOUET, Secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

**Vu** L'arrêté n° 47-2025-07-11-00004 du 11 juillet 2025 relatif à la suppléance du Secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

**Considérant** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande précise que le site sera, en fin d'exploitation, restitué dans son état initial et dévolu à l'usage agricole ;

**Considérant** que les équipements de méthanisation consistent en un digesteur et un post-digesteur (stockage de digestat) avec leurs gazomètres intégrés ;

**Considérant** qu'en cas d'incendie des matières combustibles stockées en silos ou sous hangar, le seuil des effets dominos n'atteint pas les équipements stockant du biogaz mais que les seuils d'effets thermiques réglementaires sortent des limites de propriété du site, à l'Ouest vu les éléments techniques du dossier remis ;

**Considérant** que l'exploitant a modifié, en conséquence, l'emprise du site afin de contenir les effets thermiques sus-mentionnés dans les limites du site ;

**Considérant** que le pétitionnaire met en place les mesures visant à éviter et réduire les incidences du projet sur son environnement, notamment en ce qui concerne les rejets aqueux et les rejets atmosphériques ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des engagements précités, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**Considérant** en particulier qu'aucun zonage écologique (ZNIEFF et Natura 2000) ne se trouve à moins de 10 km de distance du site du projet, que le Petit Auvignon est situé à 560 m à l'Ouest du site du projet et connecté à un fossé bordant les limites Sud du site, que le site du projet se place hors de tout corridor écologique ;

**Considérant** aussi que le site du projet ne constitue pas un habitat favorable à la biodiversité puisqu'il s'agit de parcelles cultivées qui ont fait l'objet de fréquentes perturbations d'origine anthropique ;

**Considérant** l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**Considérant** que le pétitionnaire ne sollicite pas d'aménagement par rapport aux prescriptions générales applicables ;

**Considérant** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**Sur proposition de** Monsieur le Sous-préfet de Marmande-Nérac ;

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **- ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations de la société TERRE D'AUVIGNONS, représentée par M. Martial TOLOT, dont le siège social est situé 2471 route de Lasdoux, Moncaut (47310), faisant l'objet de la demande susvisée du 13 septembre 2024, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Moncaut, à l'adresse 2471 route de Lasdoux. Les parcelles d'implantation sont détaillées au tableau de l'article 1.2.3 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du Code de l'environnement).

##### **- ARTICLE 1.1.2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ**

La demande vise à l'enregistrement d'une unité de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, classée sous le numéro 2781-1-b. Les matières entrantes sont issues des six exploitations de la SAS Terre d'Auvignons, toutes se situant dans un rayon de 10 kilomètres de l'unité. L'utilisation agricole des digestats solide et liquide qui résultent du procédé de méthanisation est proposée via un plan d'épandage.

## **CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

### **- ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2781-1-b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production :  1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires  b) la quantité de matières traitées étant supérieures ou égales à 30 t/j et inférieures à 100 t/j	Une unité de méthanisation traitant 37 t/j de matières	E
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.  A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1.  2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Une chaudière consommant du biogaz provenant d'une installation classée sous la rubrique 2781-1 et d'une puissance de 0,240 MW	NC
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées)  2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	Capacité de stockage total du site (ciel gazeux des digesteur et stockage digestat liquide) de 4 069 Nm3, soit environ 5 t (masse volumique de 1,21 kg/m³)  La présence de gaz inflammables est réglementée par connexité à la rubrique n° 2781	NC

Régime : E (enregistrement), NC (non classé)



**- ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU (IOTA)**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  2) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	L'emprise des installations représente une superficie de 3,29 ha.  Les installations n'interceptent pas d'écoulements en dehors de l'emprise des infrastructures.	D

Régime : D (déclaration)

À noter que l'épandage et le stockage en vue d'épandage de boues ou effluents issus d'activités, installations, ouvrages et travaux soumis à enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexées à l'article R.511-9 ne sont pas soumis à la rubrique IOTA 2.1.4.0 (épandage et stockage en vue d'épandage d'effluents ou de boues).

**- ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle	Surface parcelle (ha a ca)	Emprise installation (ha a ca)
Moncaut		OE	382	00 42 40	00 30 61
			534	00 14 10	00 01 30
			750	00 36 36	00 36 36
			751	00 33 59	00 33 59
			752	02 01 98	01 31 20
			TOTAL	03 28 43	02 33 06

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

**CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

**- ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 13 septembre 2024 et complété en date du 21 mars 2025.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

**CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

**- ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage agricole.

## **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **- ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7 du Code de l'environnement) du 12/08/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

---

## **TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **- ARTICLE 2.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **- ARTICLE 2.2. INFORMATION DES TIERS**

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement ou de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.512-46-11 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **- ARTICLE 2.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (article L. 514-6 du Code de l'environnement)**

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**- ARTICLE- 2.4. EXÉCUTION – COPIE**

Le Sous-préfet de Marmande-Nérac, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Moncaut et les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Agen, le 18 JUIL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-préfet de Marmande-Nérac,



Michel GOURIOU